Analyse rétrospective

Années 2018 à 2021

Vincent MARQUE
Agent Comptable

Rappel contexte 2021

1. La crise sanitaire, liée au virus Covid-19, qui nous avait contraint à deux confinements en 2020 (du 17/03 au 11/05 et du 30/11 au 15/12) impacte encore assez fortement l'exercice 2021, rendant ainsi difficile la comparaison d'exercice à exercice. Ainsi, certains cours et examens doivent s'opérer selon un format hybride (présentiel/distanciel et synchrone/asynchrone) et les déplacements des différents personnels ont été à nouveau limités.

2. A compter de 2021, le Cabinet MAZARS a été retenu par l'UTT en tant que commissaire aux comptes chargé de la certification pour la période 2021-2026. Pour mémoire, le cabinet PWC qui a officié de 2009 à 2020 avait conclu à la certification sans réserve pour les comptes 2012 à 2020.

3. Le recalcul annuel du prorata de TVA (sur la base du compte financier n-1) entérine le taux 2021 à 21%. Pour mémoire, il était de 23% en 2020 et 28% en 2019. L'impact budgétaire est d'environ -67 k€ (on déduit moins de TVA déductible).

4. En 2021, la société LEVELS3D a été placée en redressement judiciaire (08/06/2021) puis en liquidation (26/11/2021). L'UTT détenait des titres de participations dans cette entreprise qu'il convient donc de déprécier. La charge liée à cette dépréciation est de 25 561 € pour l'exercice 2021. En 2021, nous avons également déprécié les titres de participation de la SAS PIVERT (plan de sauvegarde) suite à une recommandation du cabinet PWC à la clôture de 2020 pour un total 142 000 € (sans incidence sur le résultat car dans le même temps, a été repris un financement de l'actif).

5. Suite aux observations formulées par notre commissaire aux comptes, nous avons effectué des corrections sur exercices antérieurs en contrepartie du report à nouveau de l'exercice (compte 110/119). Ces corrections couvrent deux thématiques : d'une part une fiabilisation de l'actif et de ses financements et, d'autre part un recalcul des rattachements des charges et produits de l'exercice dans le cadre de la comptabilisation à l'avancement. Depuis 2012, l'évaluation des produits à recevoir et produits constatés d'avance (PAR/PCA) était réalisée sur la base des dépenses et recettes de l'exercice en cours. Cette méthodologie avait été retenue à l'époque, en accord avec le commissaire aux comptes PWC, car nous ne disposions pas des outils permettant une analyse plus fine et plus complète comme le réclame la réglementation qui exige de prendre en compte l'ensemble des dépenses et recettes depuis l'origine des projets et ainsi de neutraliser l'impact « résultat » au cours de la vie du projet. Les travaux réalisés par le commissaire aux comptes a mis en lumière ces manquements dans la comptabilisation à l'avancement. Ainsi, nous avons, après étude de faisabilité, déterminé le processus de correction en collaboration avec le commissaire aux comptes et procédé aux corrections nécessaires. Dans un premier temps, il a fallu neutraliser les PAR/PCA comptabilisés en 2020 par un report à nouveau sur l'exercice 2021. Puis, nous avons procédé au recalcule des PAR/PCA comptabilisés à nouveau en report à nouveau en 2021 et annulé l'extourne des PAR/PCA 2020 constatés début 2021 sur la base d'une valorisation erronée et enfin constaté une extourne des PAR/PCA 2020 recalculés par comptabilisation en report à nouveau. Ces différentes opérations impactent fortement les variations du report à nouveau mais aussi une partie du résultat attendu de 2021 par la « neutralisation » des PAR/PCA et de leurs extournes. Le détail des opérations impactant le report à nouveau est repris dans l'annexe financière (page 15 et 16).

6. Pour rappel, L'arrêté du 19/04/2019 relatif aux droits d'inscription des établissements publics de l'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, instaure, dès la rentrée 2019, des droits d'inscription différenciés applicables aux étudiants extracommunautaires.

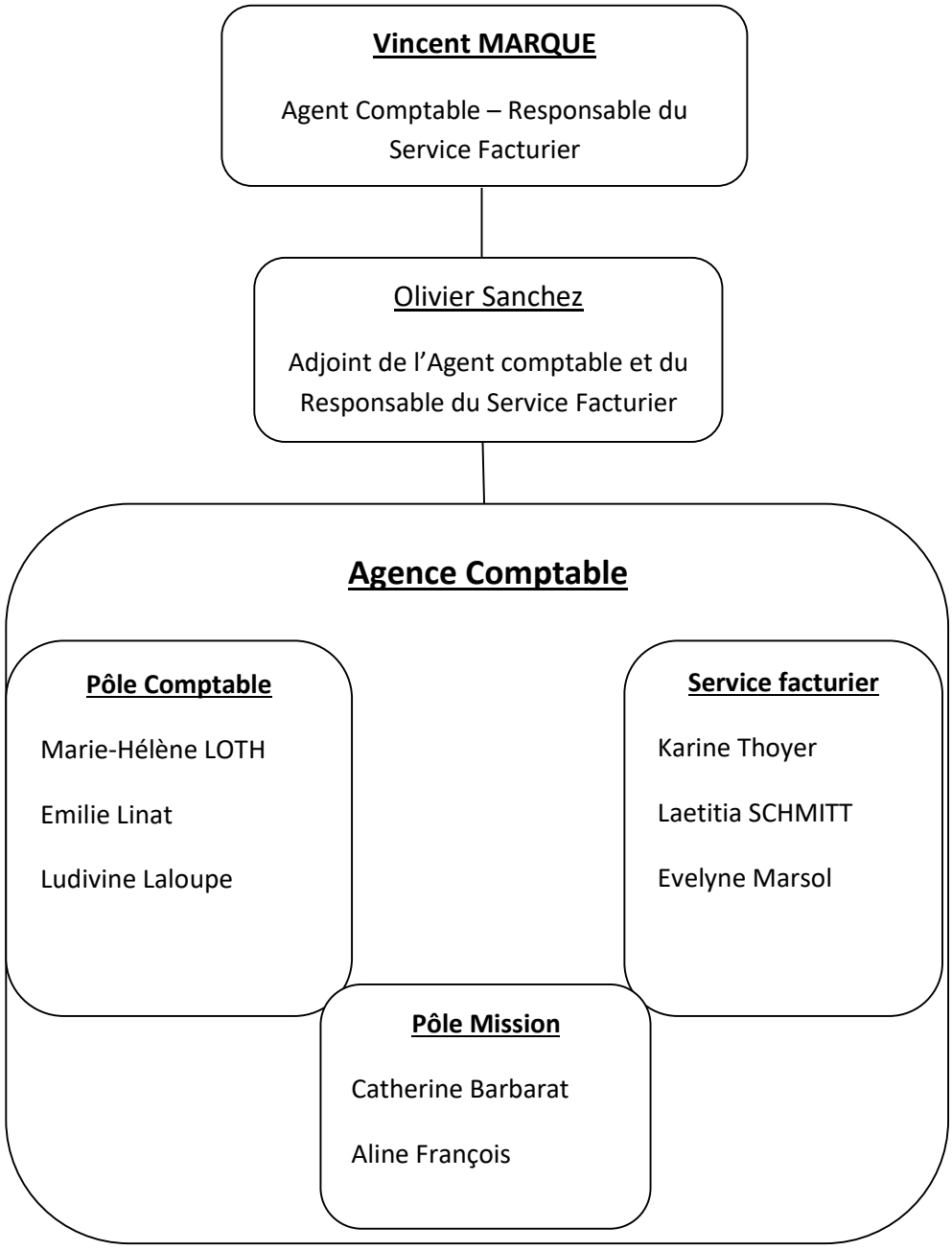
7. Pour rappel, depuis le 01/01/2017, tous les établissements publics doivent être en mesure de tenir leur comptabilité en mode budgétaire suite à la mise en œuvre du décret GBCP relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Cette mise en œuvre suppose le suivi de 2 comptabilités distinctes : la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale.

    - La comptabilité budgétaire repose sur la notion d'autorisations d'engagement (AE), de crédits de paiement (CP), de l'encaissement des recettes et des autorisations d'emplois. L'ordonnateur est chargé de la tenue des autorisations d'engagement et des autorisations d'emplois. Le comptable est responsable de la comptabilisation des CP et des encaissements. Les AE représentent le plafond maximum de dépenses pouvant être engagées par l'établissement sur l'exercice. Les CP représentent le montant maximum de dépenses pouvant être payées sur l'exercice. Le budget est désormais voté en AE, CP et autorisations d'emplois.

    - La comptabilité générale est de la responsabilité du comptable, elle repose d'une part sur le compte de résultat qui retrace l'activité courante de l'organisme sur un seul exercice, et d'autre part sur le bilan qui retrace la situation financière et patrimoniale de l'organisme à une date donnée tous exercices confondus.

    - La comptabilité budgétaire repose uniquement sur les flux réels de trésorerie ayant affecté l'activité du 01/01/N au 31/12/N.

I) Organigramme de l'Agence Comptable/Service facturier.



SOMMAIRE

Introduction

1 La Formation du Résultat.

1-1 Détail des produits

1-2 Détail des dépenses

2 La détermination de L'Autofinancement.

2-1 La Capacité d'Autofinancement : CAF

3 L'Equilibre Financier.

3-1 La détermination du Fonds de Roulement : FDR

3-2 Le Besoin en Fonds de Roulement : BFR

3-3 La Trésorerie

4 Le Bilan

4-1 Actif immobilisé et fonds propres

4-2 Les provisions et dettes financières

4-3 Actifs circulants, Passifs circulants et Trésorerie

5 Taux d'exécution du budget.

6 Annexes :

6-1 Compte de résultat détaillé sur 3 années

6-2 Dépenses significatives

6-3 Recettes significatives

6-4 Achats immobilisés en 2021

6-5 Financements 2021 sur immobilisations.

INTRODUCTION

L'Université de Technologie de Troyes a été créée en 1994, sa situation actuelle date de 1996 pour l'ellipse, 2005 pour la halle de sport, 2006 pour la première extension et 2015 pour la 2ème.

Le conseil d'administration est, depuis le CA de décembre 2018 composé de 24 membres*:* 3 représentants des collectivités territoriales, 9 membres extérieurs, 10 membres élus parmi le personnel (4PU, 4 autres enseignants et 2 administratifs) et 2 étudiants.

L'établissement a accueilli 3276 étudiants et a rémunéré en moyenne 559 personnes sur l'année 2021**.**

	INGENIEURS	MASTERS	LICENCES PRO	MASTERES	DU	DOCTORANTS		TOTAL
RENTREE 2021	2389	272	86	95	236	198		3276
RENTREE 2020	2438	233	77	75	201	187		3211

L'année 2021 se clôture avec un résultat excédentaire de 190 357 €.

La majorité des indicateurs (capacité d'autofinancement (CAF), fonds de roulement (FDR) et trésorerie (T)) sont très bien orientés.

Dans le cadre de cette analyse, seront étudiés le résultat, la capacité d'autofinancement (CAF), l'équilibre financier (fonds de roulement (FDR), besoin en fonds de roulement (BFR), trésorerie (T)) et le bilan.

Je porterai également à votre connaissance le taux d'exécution du budget en mode GBCP.

Principaux constats :

- Le résultat est excédentaire et s'élève à 190 357 €. Au regard des très importantes corrections opérées sur exercices antérieurs en lien avec les commissaires aux comptes et présenté préalablement, ce résultat bien que positif, ne reflète pas complétement la bonne santé financière de l'établissement. Ce résultat singulier doit aussi être apprécié au regard de la crise sanitaire qui a une nouvelle fois, comme en 2020, modifié le pilotage et l'exécution du budget 2021.

  Pour rappel, le résultat 2020 était de 427 969 €. (65 424 € en 2019)

- Les charges (dépenses) sont en hausse de 14 % par rapport à 2020 soit environ 5 714 k€ pour s'établir à 45 562 k€. (39 848 k€ en 2020 et 40 114 k€ en 2019).

- Les produits (recettes) s'élèvent à 45 920 k€. Ils sont également en progression de 14% par rapport à l'exercice précédent. (40 276 k€ en 2020 et 40 179 k€ en 2019).

- Le fonds de roulement augmente très fortement (+3 301 k€) pour s'établir à 8 698 k€. Il permet de couvrir 74 jours de dépenses totales et 79 jours de fonctionnement.

- La trésorerie est aussi en augmentation. Elle progresse de 812 k€ par rapport à l'an passé et s'établit à plus de 10 465 k€. Elle était de 9 654 k€ en 2020 et 5 494 k€ en 2019.

Marges de manœuvre :

La capacité d'autofinancement (CAF) (1 582k€) est un peu retrait par rapport à l'an passé (1 797 k€ et 1 300 k€ en 2019).

Elle permet cependant de financer les investissements de l'exercice et de consolider le fonds de roulement avec un apport de 3 301 k€. Cette variation très importante du fonds de roulement n'est pas uniquement alimentée par la CAF mais générée en grande partie par les corrections opérées sur exercices antérieurs. En effet, nous nous sommes aperçus que l'évaluation de nos opérations de fin d'exercice était réalisée avec une méthodologie à ajuster au regard de la règlementation en vigueur et il a fallu constater ces défauts par des écritures au compte 110/119. (Confère « Rappel contexte 2021 », point 5)

Le besoin en fonds de roulement (BFR) (-1 768 k€) est négatif, il abonde ainsi la trésorerie. Une partie de ce BFR est généré par des opérations « EUT+ » et autres opérations pour comptes de tiers pour lesquelles nous connaissons des décalages entre « encaissements-décaissements ».

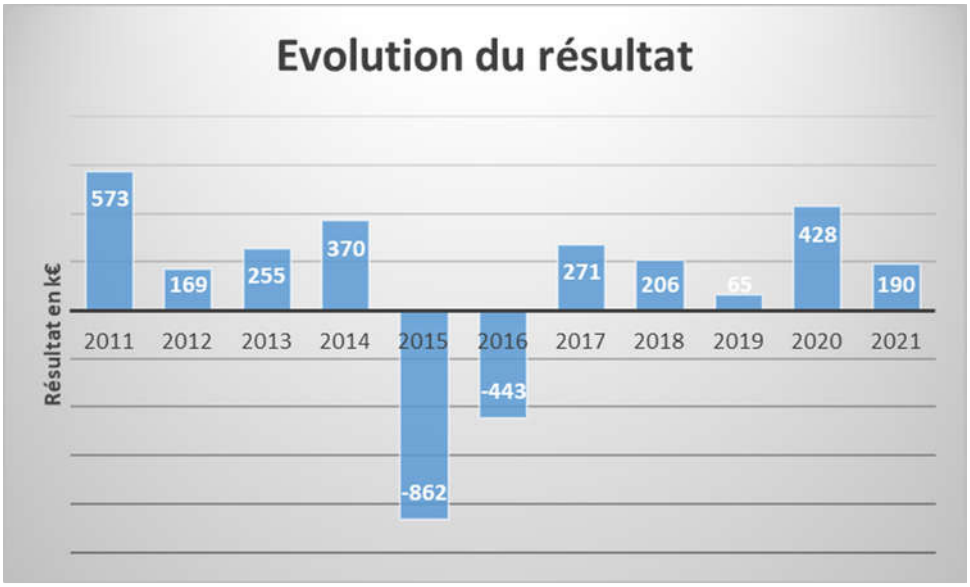
Le résultat net comptable de cet exercice est satisfaisant mais il a été réalisé à nouveau dans un contexte exceptionnel de crise sanitaire qui a eu pour effet d'impacter les voyages, déplacements, manifestations et autres évènementiels, et de modifier les dépenses de fonctionnement durant les périodes de limitations des déplacements instaurés par le gouvernement. La soutenabilité financière de l'établissement est assurée mais l'équilibre reste délicat et il convient de rester prudent sur les exercices à venir au vu des évolutions attendues en matière de système d'information et de projections de masse salariale. Cette dernière, pesant pour plus de 74 % des charges décaissables, fait l'objet d'une analyse et d'une surveillance assidue.

1. La Formation du résultat.

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2018	2019	2020	2021
Valeur Ajoutée	-373 289	-806 623	1 862 567	3 332 497
V. A. corrigée des subventions	30 495 136	30 662 917	32 367 371	36 115 556
Excédent Brut d'Exploitation	1 459 610	1 198 243	2 611 662	5 218 301
Résultat d'Exploitation	205 535	170 021	424 561	209 494
Résultat Net Comptable	205 648	65 424	427 967	190 357

POUR MEMOIRE

Les résultats 2013,2014,2015 et 2016 et 2017 étaient respectivement de 255k€, 370k€, -862k€ et -443k€ et 271k€.



- **Un résultat net comptable**

Il s'établit à 190 357 € contre 427 969 € en 2020 et 65 424 € en 2019.

L'analyse de ce résultat doit se faire au regard du contexte sanitaire et des ajustements d'écritures sur la comptabilisation à l'avancement qui ont pesé sur l'activité en 2020 et 2021.

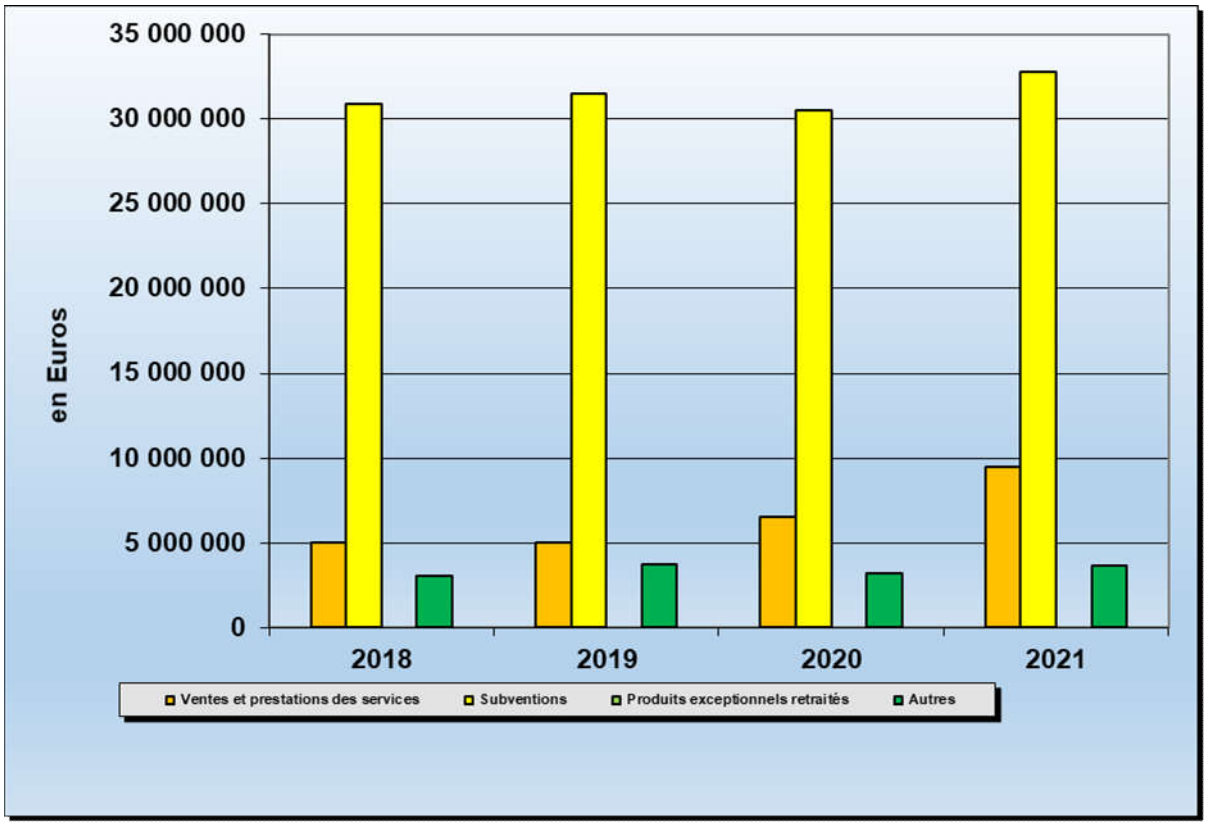
1.1 Détail des Produits

- Répartition des produits en montant.

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2018	2019	2020	2021
Ventes et prestations des services	5 038 509	4 994 537	6 544 390	9 499 888
Subventions	30 868 425	31 469 541	30 504 804	32 783 059
Produits exceptionnels retraités				
Autres	3 028 775	3 713 135	3 226 449	3 636 874
Montant total des produits	38 935 709	40 179 041	40 275 643	45 919 821

POUR MEMOIRE.

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2014	2015	2016	2017
Ventes et prestations des services	3 027 202	3 150 658	4 609 660	4 317 674
Subventions	29 331 345	28 561 489	28 951 348	30 412 605
Produits exceptionnels retraités				
Autres	2 519 653	2 561 999	2 750 592	2 937 521
Montant total des produits	34 878 200	34 274 146	36 311 599	37 667 800



La structure des recettes de fonctionnement se modifie légèrement au cours des exercices. Le poste « ventes et prestations de services », plus connu dans notre institution en tant que « recettes propres » progresse régulièrement et représente 20% des recettes de fonctionnement en 2021.

1-1-1 Evolutions à l'intérieur du poste ventes et prestations. (Compte 70)

Ce poste progresse à nouveau en 2021 pour atteindre 9 500 k€ (+ 45% par rapport à 2020). Les « recettes propres » sont en constante augmentation depuis 2019. Cette progression est essentiellement liée aux nouvelles recettes générées par la création du CFA SUP porté par l'UTT. Elle doit être analysée en miroir des reversements que l'on doit effectuer au profit de nos OFA (Yschools).

Les « recettes propres » regroupent les droits universitaires, les recettes de la formation continue et de la validation des acquis de l'expérience (VAE), celles de l'apprentissage, les recettes des colloques, les prestations de recherche dans le cadre de partenariats industriels (transferts de technologie (TT), la mise à disposition de personnel et divers autres produits ou prestations de service.

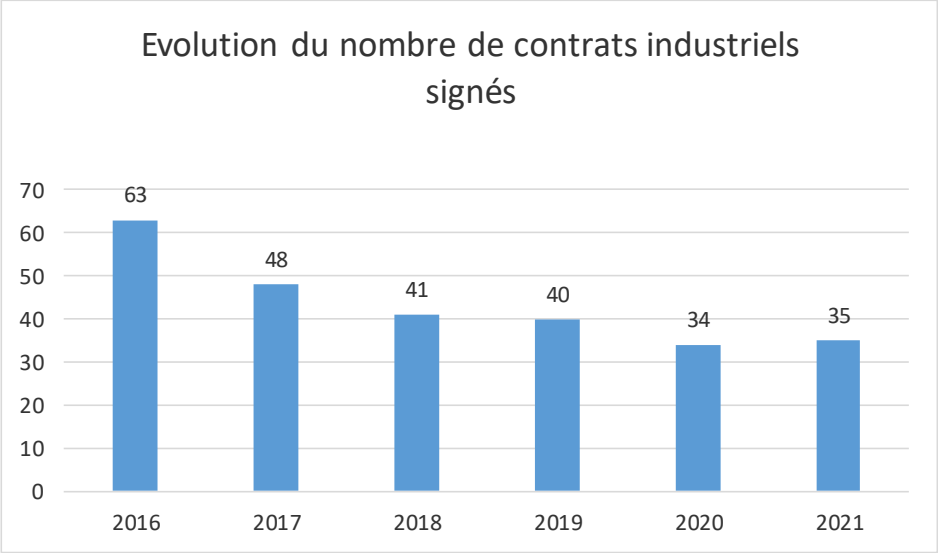
- Les droits et redevances universitaires sont en légère baisse par rapport à 2020, ils s'élèvent 1 525 k€ (contre 1 644 k€ en 2020, 1 507 k€ en 2019 et 1 391 k€ en 2018). Les droits d'inscription applicables aux étudiants nationaux et internationaux représentent respectivement 863 k€ et 470 k€ (885 et 394 k€ en 2020). Les inscriptions en Mastères spécialisés « EFC », « EBAM », et « MPTI » baissent, elles s'élèvent à 156 k€ contre 338 k€ en 2020 (cette résultant de l'ouverture des MS à l'apprentissage substitut des apprentis aux auditeurs de la Formation Continue) et enfin les redevances pour l'accueil de doctorants ont rapporté 35 k€ (27k€ en 2020). Le nombre des étudiants est en hausse par rapport à l'an dernier, 3276 étudiants à la rentrée 2021 (3211 étudiants à la rentrée

2020 et 3144 en 2019, 3326 en 2018). Le nombre de boursiers s'élève à 522 (561 en 2020 et 625 en 2019 et 631 en 2018).

- La formation continue et la VAE, s'atténuent en 2021. Elles représentent 860 k€ en 2021 (baisse de 20% par rapport à 2020. Elles s'établissaient alors à 1 206 k€ (1 495 k€ en 2019 et 1541k€ en 2018). Sont imputés sur ce compte, les mastères spécialisés, la formation BIM Manager, les formations d'ingénieurs et en master par alternance(contrat de professionnalisation qui contrairement à l'apprentissage relève de la formation continue), les licences professionnelles et les DU. La formation continue génère 827 k€ (1 173 k€ en 2020) de recettes et la VAE apporte 34 k€ en 2021 comme en 2020.

- Les formations en apprentissage progressent fortement en 2021 pour s'établir à 4 812 k€ contre 2 242 k€ en 2020. Dans une logique de vases communicants, une partie de la baisse de la formation continue s'est reportée sur l'alternance. L'apprentissage représente en 2021 près de 50 % des recettes propres. Des titres ont été émis pour 4 440 k€ sur lesquels il reste 404 k€ à recouvrer.

- Les prestations de recherche dans le cadre de partenariats industriels enregistrent une forte hausse en 2021 passant de 855 k€ à 1 650 K€. Les contrats échus représentent 1 403 k€ et nous sommes en attente d'encaissement pour un montant de 826 k€. En 2021, 35 contrats ont été signés. Actuellement, 109 contrats sont en cours et 44 se sont terminés fin 2021.



- Signe d'une reprise progressive d'activité, le poste « colloques » est en hausse par rapport à 2020, qui avait connu une baisse très significative en raison de la crise sanitaire. Sans retrouver le niveau de 2019 (180 k€), ces recettes s'élèvent à 118 k€ en 2021 (76 k€ en 2020) sur lesquels il reste 23 k€ à recouvrer.

- Le poste « mise à disposition de personnel » s'établit à 326 k€ soit en hausse de 12 % par rapport à 2020 (290 k€, 340 k€ en 2019 et 419 k€ en 2018 en raison d'un départ en retraite mi 2018).

1-1-2 Les subventions d'exploitation progressent de 7% environ, elles s'élèvent à 32 783 k€ et représentent 86% des produits de fonctionnement encaissables.

- La subvention pour charge de service public (SCSP) versé par le Ministère de Tutelle est en légère progression. En 2021, l'UTT a perçu 26 962 244 €. Elle progresse de 3.5 % par rapport à 2020 (26 046 886 € et 25 430 932 € en 2019, 24 847 332 € en 2018). Cette subvention représente à elle seule 88 % des subventions attendues. Le ministère de Tutelle a compensé à hauteur de 127 k€ des coûts liés au COVID 19 (recrutement psychologues crise sanitaire/prolongation contrats doct/tutorat étudiant/tests antigéniques et autotests) et versé 490 k€ au titre du soutien et de l'accompagnement de la trajectoire financière ainsi que 375 k€ au titre des projets stratégiques de l'établissement).

- Les subventions attribuées par l'ANR, investissements d'avenir inclus, s'élèvent à 797 k€ (475 k€ en 2020, 715 k€ en 2019 et 537 k€ en 2018). Il reste 187 k€ à recouvrer sur ces titres.

- Les subventions de la Région s'élèvent à 701 k€ (527 k€ en 2020 et 786k€ en 2019 et 531k€ en 2018). Les restes à recouvrer sur les titres émis sont de 426 k€.

- Les subventions attribuées par le département s'établissent en 2021 à 665 k€, dont 35 k€ de produits à recevoir (897 k€ en 2020 et 599 k€ en 2019, 781 k€ en 2018). Une subvention de 550 k€ a été attribuée par le département en soutien des actions de l'UTT pour leur impact territorial, ainsi que 10 et 27 k€ dans le cadre des projets « égalité des chances » et « cordées de la réussite ». Une autre subvention de 10 k€ a également été donnée par le département aubois pour l'entretien des équipements sportifs de l'UTT.

- Les subventions émanant des communes et groupement de communes s'élèvent à 438 K€ en 2021, en diminution tendancielle depuis plusieurs années (443 k€ comme en 2020, 494 k€ en 2019 et 548 k€ en 2018). Elles émanent uniquement de Troyes Champagne Métropole. Tous les titres émis ont été encaissés.

- Les subventions de l'Union européenne s'élèvent en 2021 à 1 475 k€. Il reste 1 185 k€ à encaisser sur les titres émis. Ce compte a été fortement impacté par les corrections opérées sur la comptabilisation à l'avancement et il est difficile de comparer de manière précise les masses par rapport aux exercices précédents.

- Le poste « autres collectivités » s'élève à 601 k€. L'essentiel des subventions inscrites à ce compte proviennent du GIP52 pour soutenir l'activité de l'antenne de Nogent. Des produits à recevoir ont été constatés pour 66 k€. Les restes à recouvrer s'élèvent à 277 k€.

- Le poste dons et legs a enregistré les engagements de la fondation envers l'UTT **au titre de mécénats**. Ces engagements s'élèvent à 201 k€ en 2021 (283 k€ en 2020 et 245 k€ pour 2019 et 304 k€ en 2018). Il n'y a pas de restes à recouvrer.

- En 2021, 41 contrats ont été conclus avec des financeurs publics, 178 étaient en cours et 52 sont arrivés à échéance.

	Contrats signés	Contrats en cours	Contrats arrivés à échéance
2021	41	178	52
2020	60	171	64

- Le montant encaissé au titre de la taxe d'apprentissage est en hausse (+7%) par rapport à 2020. L'UTT a pu collecter 654 k€ (611 k€ en 2020, 632 k€ en 2019 et 543 k€ en 2018). Malgré la crise sanitaire et le ralentissement économique induit, l'UTT a su maintenir à un bon niveau cette recette dont les modalités de recouvrement sont appelées à évoluer dans les prochaines années.

1-1-3 Les autres produits (comptes 75 et 78).

- L'essentiel de ces « autres produits » (3 737 k€) est constitué des reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (compte 78). Ils s'élèvent à 2 840 k€ (2553 k€ en 2020 ,2474 k€ en 2019 et 2358 k€ en 2018), soit une augmentation de 145 k€. Ce poste de recettes enregistre également les reversements CVEC effectués par le CROUS (167 k€ en 2021 et 162 k€ en 2020) et les locations immobilières (29 k€ contre 91 k€ en 2020).

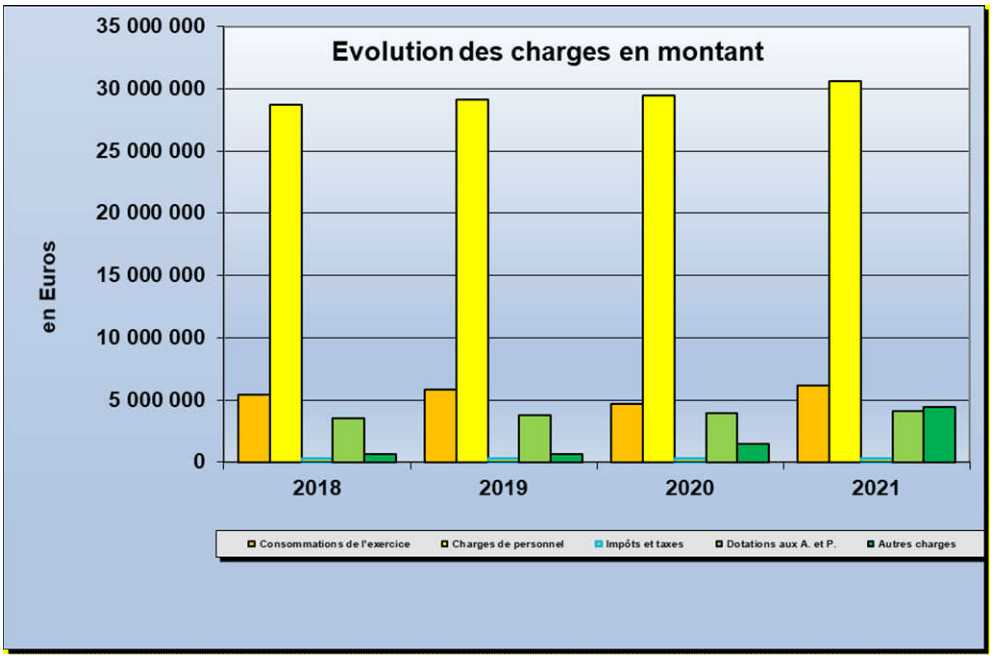
1.2 Détail des dépenses.

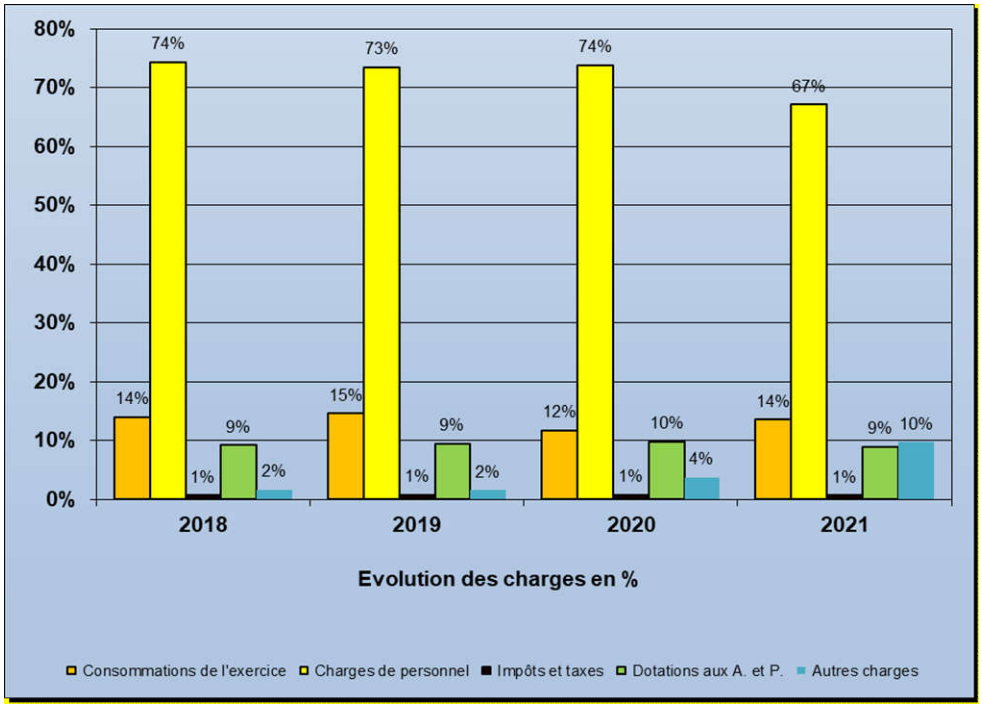
- Répartition des charges en montant.

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2018	2019	2020	2021
Consommations de l'exercice	5 411 798	5 801 160	4 681 823	6 167 391
Charges de personnel	28 749 076	29 138 135	29 435 217	30 591 911
Impôts et taxes	286 450	326 539	320 491	305 345
Dotations aux A. et P.	3 565 576	3 749 045	3 924 887	4 070 170
Autres charges	634 519	635 738	1 485 257	4 427 086
Dont opérations internes d'UB à UB				
Montant total des charges	38 647 419	39 650 617	39 847 676	45 561 903

POUR MEMOIRE

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2014	2015	2016	2017
Consommations de l'exercice	5 275 333	5 284 027	5 719 343	5 321 172
Charges de personnel	25 565 968	25 771 747	26 566 994	27 779 855
Impôts et taxes	272 936	254 860	287 317	302 999
Dotations aux A. et P.	2 971 715	3 067 872	3 378 128	3 548 224
Autres charges	719 143	768 425	768 369	443 892
Montant total des charges	34 805 095	35 146 932	36 713 930	37 396 141


Evolution des charges en montant
en Euros
35 000 000
30 000 000
25 000 000
20 000 000
15 000 000
10 000 000
5 000 000
0
2018
2019
2020
2021
Consommations de l'exercice
Charges de personnel
Impôts et taxes
Dotations aux A. et P.
Autres charges


80%
70%
60%
50%
40%
30%
20%
10%
0%
74%
73%
74%
67%
14%
1%
9%
2%
15%
1%
9%
2%
12%
1%
10%
4%
14%
1%
9%
10%
2018
2019
2020
2021
Evolution des charges en %
Consommations de l'exercice
Charges de personnel
Impôts et taxes
Dotations aux A. et P.
Autres charges

1-2-1 Les consommations de l'exercice progressent de manière significative.

Ce poste s'élève à 6167 k€ en 2021 soit une progression de 30% par rapport à 2020 (4681 k€). Si l'on compare à 2019 (année avant la crise sanitaire), la progression est malgré tout de plus de 6%. Ce poste de dépenses regroupe les achats (compte 60), les services extérieurs (compte 61) et les autres services extérieurs (compte 62 sauf le 621). A l'intérieur de ce poste de dépenses, les « achats » (1 728 k€) progressent de 33% par rapport à 2020 (+42% entre 2019 et 2021). Les « services extérieurs » (locations mobilières et immobilières, travaux d'entretien, assurances, études, documentation technique et pédagogique, frais de colloques) progressent de 7,6% pour atteindre 1531 k€ (1 422 k€ en 2020 et 1400 k€ en 2019). Les « autres services extérieurs » progressent également en 2021 pour atteindre 2907 k€ (1 958 k€ en 2020 ; pour mémoire le poste représentait 3 472 k€ en 2019).

- Variation à l'intérieur du poste « achats ».
  - ✓ Les dépenses d'eau et d'énergie (752 k€) progressent de 25% par rapport à 2020 (600 k€). Ces dépenses représentaient 691 k€ en 2019. Ce sont surtout les dépenses de chauffage qui ont progressé sur cette période passant de 166 k€ en 2019 à 346 k€ en 2021 suite notamment au passage à la biomasse.
  - ✓ Les fournitures administratives progressent de 37 % passant de 29 k€ en 2020 à 40 k€ en 2021 (36 k€ en 2019).
  - ✓ Le poste « fournitures d'entretien de petit équipement » progresse très fortement sur la période 2019-2021 passant de 215 k€ en 2019 à 572 k€ en 2021. Des dépenses liées à la crise sanitaire expliquent en partie les augmentations.
  - ✓ L'achat de matériel d'enseignement et de recherche non immobilisé progresse également de 33 k€ (+10 % par rapport à 2020). Il s'établit à 351 k€ contre 318 k€ en 2020 et 266 k€ en 2019.

- Variations à l'intérieur du poste « services extérieurs ».
  - ✓ Les locations baissent de 10 % (- 28 k€), elles s'élèvent à 231 k€ (contre 259 k€ en 2020 k€ et 235 k€ en 2019). En 2021, les locations immobilières les plus significatives sont l'espace VINCI (54 k€ contre 132 k€ en 2020), SYMTEC NOGENT (56 k€), RENNES SCHOOL OF BUSINESS (26 k€) ; Les locations mobilières les plus importantes concernent la reprographie (30 k€), Air liquide (6 k€) et Culligan (3 k€), ces locations sont assez stables sur la période 2019-2021.
  - ✓ Les travaux d'entretien et la maintenance s'élèvent à 393 k€ en 2021 et sont également assez stables sur la période (391 k€ en 2020).

- ✓ Les assurances sont également en légère hausse : 55 k€ contre 51 k€ en 2020 et 52 k€ en 2019.

- ✓ Le poste « étude et recherche » progresse encore en 2021 (+57% par rapport à 2020 et +55 % entre 2019 et 2020), Il s'établit à 387 k€, pour accompagner les projets structurants pour l'Institution et particulièrement la transformation du système d'information, l'Université Européenne (EUT+) et soutien aux appels à projets et PIA4. Il était de 35 k€ en 2018 et 158 k€ en 2019).

- ✓ La documentation technique et bibliothèque s'élève à 374 k€ en 2021, en retrait de 34 k€ par rapport à 2020 (408 k€ et 434 K€ fin 2019).

- ✓ Le poste frais de colloque enregistre tous les frais afférents à l'organisation des colloques par l'établissement quelle que soit la nature de ces frais, il s'élève à 45 k€ en 2021. Ces frais doivent être mis en parallèle des recettes générées par ces colloques, et facturées sur le compte 7066 (76 k€ en 2020 contre 180 k€ en 2019).

	Dépenses colloques (6185)	Recettes colloques (7066)	Solde
2021	45 k€	117 k€	72 k€
2020	67 k€	76 k€	9 k€
2019	100 k€	180 k€	80 k€

- Variation dans le poste « autres services extérieurs ».

  Les « autres services extérieurs », compte 62, enregistrent les dépenses de personnel intérimaire ou mis à disposition de l'UTT, les dépenses d'honoraires, frais de déplacement et missions, frais de déménagement, frais postaux et télécommunications, frais bancaires et divers.

  - ✓ Les frais de personnel intérimaire ou mis à disposition augmentent de manière importante en 2021 passant de 148 k€ à 265 k€ (pour mémoire en 2019 ces frais s'étaient élevés à 281 k€). En 2021, l'UTT a souhaité soutenir les étudiants en difficulté et a ainsi eu recours de façon plus importante aux stagiaires.

- ✓ Les dépenses d'honoraires (275 k€) enregistrent les frais médicaux, les honoraires des commissaires aux comptes, les cours multisports, le recours à des intervenants etc. Ils sont en augmentation de 84 % par rapport à 2020 (149 k€). A titre d'exemples :

  -Démarche Qualiopi : 47 k€ (sas graduate)

  -Accompagnement nouvelle certification ingénieur : 19 k€ (idtc)

  -Accompagnement MO nouveau SIEP : 24 k€ (meja)

  -Etude création établissement européen :28 k€(taylor)

  -Analyse prospective : 20 k€ (spqr)

- ✓ Les missions, déplacements et réception augmentent de 47% par rapport à 2020 pour atteindre 604 k€ (409 k€). On reste cependant très en dessous des niveaux liés à une activité pleine comme en 2019 (1 577 k€ et 1 384k€ en 2018).

- ✓ Les frais de téléphone, d'affranchissement et d'internet, s'élèvent, fin 2021, à 100 k€ (109 k€ en 2020, 81 k€ en 2019 et 68 k€ en 2018) soit une baisse de 9 %. On note des disparités d'évolution entre les différentes composantes. Les frais de téléphone sont assez stables (19 k€). Le poste affranchissement progresse de 5 k€ passant de 25 k€ à 30 k€. Les dépenses « internet » diminuent assez fortement pour atteindre 51 k€ (65 k€. Marché Réseau CARRES : fourniture d'un réseau à haut débit et très haut débit).

- ✓ Les dépenses liées aux concours divers qui concernent notamment les différentes cotisations payées par l'UTT augmentent de 10 % environ (317 k€ contre 286 k€ en 2020 et 269 k€ en 2019.

- ✓ Les dépenses de formation continue du personnel sont en hausse de 44 % et s'établissent à 117 k€. (81 k€ en 2020 et 110 k€ en 2019)

- ✓ Les autres prestations sont en forte progression et s'élèvent à 659 k€ en 2021 (404 k€ en 2020 et 512 k€ en 2019. Elles concernent les dépenses engagées dans le cadre du plan Vigipirate, UTSEUS, paie à façon et une multitude de dépenses ne rentrant pas dans les autres comptes.

1-2-2. Les impôts, taxes et versements assimilés baissent de 15%.

Les autres impôts et taxes (compte 637) diminuent fortement passant de 59 k€ en 2020 à 32 k€ en 2021 (69 k€ en 2019). L'essentielle de cette baisse est due à la baisse de la contribution au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). La contribution est de 24 k€ en 2021 (52 k€ en 2020 et 56 k€ en 2019).

1-2-3 Les charges de personnel sont en progression de 4 %.

Elles s'établissent, fin 2021, à 30 592 k€ soit 1 157 k€ de plus qu'en 2020 (29 435 k€ contre 29 138 k€ en 2019 et 28 749 k€ en 2018). Les charges de personnels représentent 74 % des charges décaissables totales.

Les salaires versés (19 544 k€) progressent de 4% soit 701 k€.

Les charges de personnels s'élèvent à 11 048 k€ (10 622 k€ en 2020 et 10 348 k€ en 2019).

Ces augmentations sont étroitement liées au « GVT » (+ 200 k€) et un niveau de recrutement dynamique des personnels BIATSS pour répondre aux projets non financés (+ 1 171 k€). Des recrutements concernant la recherche (donc financés) pour 113 k€ et un niveau de vacation étudiante plus important (+80 k€) dans le cadre de la mise en pratique du tutorat étudiant fiancé par le Ministère participent à cette augmentation réduite par des vacances de postes (enseignants et biatss) pour -407 k€.

1-2-4 Dotations aux amortissements et provisions.

Elles s'élèvent à 4 070 k€ en 2021 soit une progression de 145 k€ par rapport à 2020.

1-2-5 Les autres charges (compte 65).

Elles progressent fortement, passant de 1 485 k€ en 2020 à plus de 4 427 k€ en 2021

Ce poste regroupe les redevances pour concessions, brevets, mais également les subventions versées par le biais de Campus France, les subventions aux associations, les annulations de titres des années antérieures, et depuis 2020 les reversements opérés dans le cadre du CFA auprès de YSCHOOLS. Une grande partie de l'augmentation de ce poste de dépenses s'explique par la montée en puissance du CFA SUP et donc des reversements à nos OFA (entités YSCHOOLS).

- ✓ Les redevances pour concessions, brevet, licences sont en augmentation en 2021 et s'élèvent à 234 k€ (191 k€ en 2020, fin 2019 elles s'élevaient à 263 k€).
- ✓ Les pertes sur créances irrécouvrables s'établissent à 16 k€ (26 k€ en 2020 et 21 k€ en 2019).
- ✓ Le compte 6578 est celui qui connait la plus forte progression suite à la création du CFA et des reversements qui doivent être faits auprès de YSCHOOLS. Ces dépenses s'élèvent à 3724 k€ en 2021 (1 108 k€ en 2020).

2 la détermination de l'autofinancement

2-1 la Capacité d'autofinancement : CAF

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2018	2019	2020	2021
Excédent Brut d'Exploitation	1 459 610	1 198 243	2 611 662	5 218 301
Résultat Net Comptable	205 648	65 424	427 967	190 357
Capacité d'Autofinancement	1 412 830	1 445 366	1 793 485	1 582 450
Autofinancement net	1 412 830	1 445 366	1 714 485	1 582 450

Pour mémoire.

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2014	2015	2016	2017
Excédent Brut d'Exploitation	1 256 357	401 512	1 005 622	1 326 254
Résultat Net Comptable	369 764	-862 251	-443 034	271 458
Capacité d'Autofinancement	1 389 737	247 993	725 440	1 577 634
Autofinancement net	1 389 737	247 993	725 440	1 577 634

L'EBE progresse fortement en 2020 et surtout 2021. Il résulte de la différence entre produits (70 à 74) et les charges (60 à 64). Cette hausse s'explique par la montée en puissance e l'apprentissage dont les recettes sont enregistrées au 70626. Les reversements à destination de nos OFA n'impactent pas cet EBE car ils sont enregistrés au compte 6578. L'indicateur « EBE » n'est pas très pertinent pour notre structure et est plutôt réservé au monde de l'entreprise.

La CAF provient des seules opérations de la section de fonctionnement qui correspondent à un flux monétaire et prend en compte l'ensemble des produits encaissables et des charges décaissables, elle s'obtient donc uniquement au moyen des opérations qui se finalisent en trésorerie. Elle correspond au flux de trésorerie interne dégagé par l'établissement au cours de l'exercice.

La CAF doit être suffisante pour assurer le remboursement du capital des emprunts ainsi que la dotation aux amortissements des immobilisations sur fonds propres soit pour 2021 déduction faite des reprises de financements : 1 301 k€.

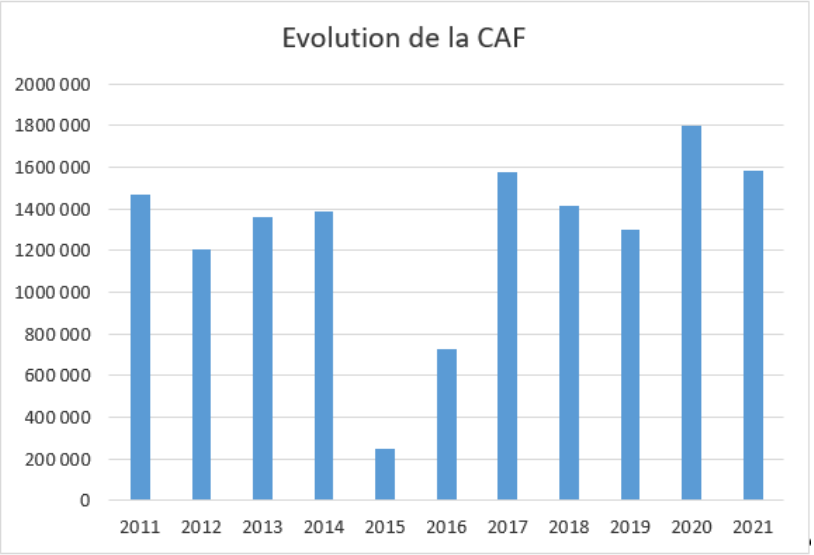
Le reliquat permet de financer les investissements de l'établissement. L'UTT n'a pas d'emprunt d'où l'égalité entre la CAF et l'autofinancement.

La CAF est déterminée à partir du résultat net, selon la méthode dite additive.

- Méthode additive

C.A.F. ou I.A.F. à partir du RESULTAT NET	2018	2019	2020	2021
Résultat net comptable (bénéfice ou perte)	**205 648**	**65 424**	**427 967**	**190 357**
+ Dotations aux amortissements et provisions (c/ 681, 686, 687)	3 647 371	4 212 045	3 924 887	4 237 731
+ V.N.C. des immobilisations cédées (c/ 675)				
- Reprises sur amortissements et provisions (c/ 781, 786, 787)	2 440 190	2 832 103	2 553 132	2 839 738
- Produits sur cessions d'éléments d'actifs (c/ 775)			3 119	5 900
- Produits issus de la neutralisation des amortissements (c/ 776)				
- Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice (c/ 777)				
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou I.A.F.)	**1 412 830**	**1 445 366**	**1 796 604**	**1 582 450**
- Remboursements en capital des emprunts (1)			79 000	
= AUTOFINANCEMENT NET (ou I.A.F. Net)	**1 412 830**	**1 445 366**	**1 714 485**	**1 582 450**

ANNEE	MONTANT
2011	1 468 705
2012	1 205 656
2013	1 362 057
2014	1 389 737
2015	247 993
2016	725 440
2017	1 577 633
2018	1 416 045
2019	1 300 428
2020	1 796 604
2021	1 582 450



3 L'équilibre financier

L'objectif de l'examen du bilan est d'estimer les marges de manœuvre futures pour toutes les opérations d'investissement (remboursement de dettes, investissements nouveaux et coûts induits en fonctionnement par ses investissements, emprunts…).

Le bilan décrit, à la clôture de l'exercice, l'ensemble du patrimoine que l'établissement a constitué d'année en année. Ce patrimoine comprend un actif (total des biens immobiliers ou mobiliers, créances et trésorerie) et un passif (total des moyens de financement que détient l'UTT : dotations, subventions, dettes).

La mesure de l'équilibre financier s'effectue à travers trois grandeurs caractéristiques : le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie.

Il est à noter en 2021 une très forte progression (+ 1927 k€) du report à nouveau qui passe de 567 k€ en 2020 à 2 494 k€ en 2021. Les variations enregistrées à ce poste proviennent des corrections opérées sur exercices antérieurs évoquées en page 2 (rappel contexte 2021). Le détail des écritures ayant impacté ce compte figure dans l'annexe financière (page 15 et 16).

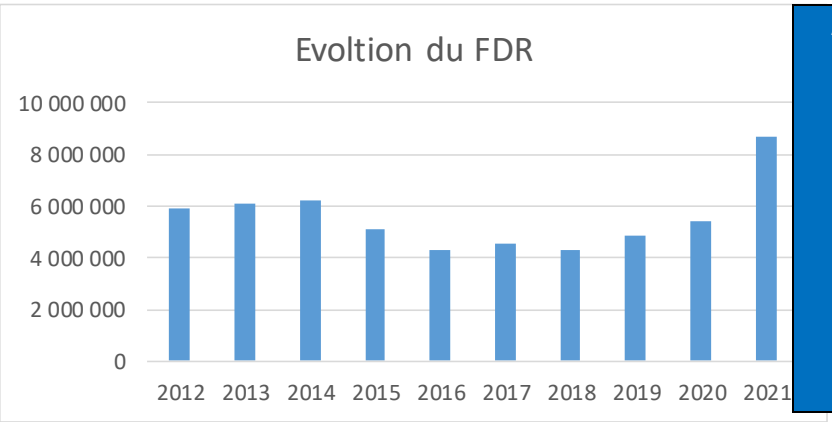
L'ajustement sur les cumuls amortis des immobilisations de l'actif et du passif impacte le report à nouveau négativement pour 8 k€.

L'ajustement des financements de l'actif et des reprises de financement impacte le report à nouveau négativement pour 421 k€.

L'ajustement des PAR/PCA impacte positivement le report à nouveau pour 2370 k€.

Des écritures plus classiques de correction habituelles impacte négativement le report à nouveau pour 14 k€.

Université de Technologie de Troyes	en Euros			
BILAN FONCTIONNEL	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
+ Ressources stables :	**90 163 552**	**91 380 237**	**95 764 467**	**99 626 805**
*** Ressources propres**	**90 083 512**	**91 300 887**	**95 685 467**	**99 547 805**
. Capitaux propres (y c. Prov. pour risques et charges)	***52 274 845***	***50 590 425***	***51 148 963***	***52 981 411***
. Biens mis à disposition des établissements	37 385 138	36 005 230	36 522 078	35 516 148
. Apports fondation				
. Ecarts de réévaluation				
. Réserves	8 568 652	8 774 299	8 839 724	9 267 692
. Dépréciation de l'actif				
. Report à nouveau	-134 371	655 871	567 502	2 494 124
. Résultat de l'exercice (avant affectation)	205 648	65 424	427 969	190 357
. Subventions d'investissement	5 946 944	4 776 819	4 434 970	5 100 330
. Provisions pour risques et charges	302 835	312 782	356 722	412 760
. Amortissements et Provisions pour dépréciation	**37 808 668**	**40 710 461**	**44 536 504**	***46 566 395***
- dont prov. pour dépréciation des immob. corporelles	37 618 070	37 335 040	40 867 053	42 910 703
*** Emprunts et dettes assimilées (DNC BPC)**	**80 040**	**79 350**	**79 000**	**79 000**
*** Dettes rattachées à des participations**				
- Emplois stables (Actif immobilisé brut) :	**85 850 520**	**86 535 625**	**90 367 643**	**90 929 147**
*** Immobilisations incorporelles**	**4 232 946**	**3 041 132**	**3 295 425**	**2 931 712**
*** Immobilisations corporelles et en cours**	**80 949 025**	**82 746 138**	**86 348 862**	**87 158 697**
*** Immobilisations financières**	**668 550**	**748 356**	**723 356**	**838 737**
*** Autres actifs immobilisés (DNC BPC)**				
= FDS de ROULEMENT NET GLOBAL (F.R.N.G.)	**4 313 032**	**4 844 611**	**5 396 824**	**8 697 659**



ANNEE	MONTANT
2012	5 896 097
2013	6 086 415
2014	6 230 284
2015	5 085 069
2016	4 280 966
2017	4 550 221
2018	4 313 032
2019	4 844 611
2020	5 396 824
2021	8 697 659

3-1 La détermination du fonds de roulement.

Le fonds de roulement est égal à la différence entre les financements disponibles ou ressources stables à plus d'un an (dotations et réserves, les subventions, les emprunts) et les immobilisations ou emplois stables (les investissements réalisés et en cours de réalisation).

Le financement des emplois stables (90 629 k€) doit être assuré par des ressources stables (99 627 k€).

Cette différence appelée le Fonds de roulement, correspond en comptabilité à la somme des excédents définitifs dégagés au cours du temps.

Le fonds de roulement s'établit à fin 2021 à 8 698 k€, en augmentation de 3 301 k€ par rapport à 2020.

Il permet de couvrir 74 jours de dépenses totales et 79 jours de dépenses de fonctionnement décaissables.

Le FDR prudentiel communément retenu, bien que cette notion ne soit fixée par aucun texte, est fixé à un seuil de 30 jours de dépenses de fonctionnement décaissables.

Pour mémoire le FDR en jours de dépenses totales était de 51 jours en 2012, 64 jours en 2013, 65 jours en 2014, 53 jours en 2015, 43 jours en 2016, 46 jours en 2017, 41 jours en 2018 et 45 jours en 2019 et 50 jours en 2020.

3-2 Le Besoin en fonds de roulement.

Université de Technologie de Troyes				en Euros
	2018	2019	2020	2021
Fonds de Roulement Net Global	4 313 032	4 844 611	5 396 824	8 697 659
Besoins en Fonds de Roulement	-523 099	-649 679	-4 257 124	-1 767 896
Trésorerie (y compris SACD)	4 836 132	5 494 291	9 653 948	10 465 555

Pour mémoire, le BFR était de -5 184 132 € en 2011, -102 123 € en 2012, 808 547€ en 2013, 925 553 € en 2014 et -232 916 € en 2015, 1 539 530 € en 2016 et 1 758 072 € en 2017.

Le Besoin en fonds de roulement traduit le décalage entre l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses, le fonds de roulement doit être suffisant pour couvrir ce besoin.

Depuis 2018, les comptes de l'UTT présentent un besoin en fonds de roulement négatif. Ce qui signifie qu'au 31/12/2021, les créances de l'UTT sont inférieures à ses dettes, ce besoin en fonds de roulement viendra en augmentation du FDR pour former la trésorerie. Des décalages importants de trésorerie, entre les financements perçus et les reversements à réaliser auprès des partenaires, concernant EUT+ et le CFA impactent fortement cet indicateur.

Entre 2020 et 2021 , le BFR a fortement progressé suite aux reversements effectués dans le cadre des « opérations pour comptes de tiers » EUT + (APUNIVE) pour environ 3 293 k€.

3-3 La Trésorerie.

3-3-1 Une trésorerie en hausse mais qui doit être « corrigée » des opérations en attente de dénouement.

La trésorerie apparaît comme la différence entre le fonds de roulement et le besoin, elle s'élève en 2021 à 10 465 k€ ce qui représente 89 jours de dépenses totales et 95 jours de dépenses de fonctionnement. Cette situation, favorable à l'UTT, est générée au regard des éléments évoqués plus haut.

Depuis plusieurs années déjà, une attention particulière est portée sur le suivi du niveau de trésorerie. Cet examen, soutenu et régulier, sera reconduit sur les prochains exercices.

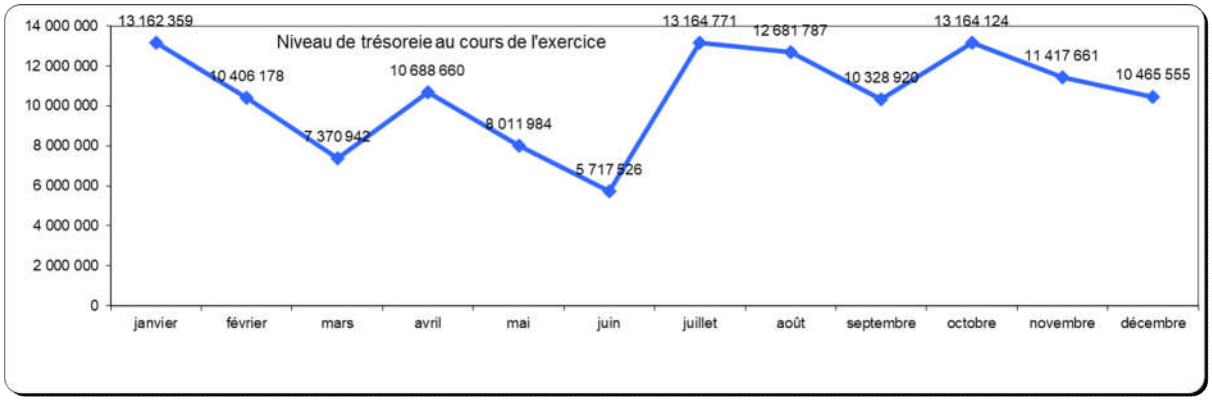
Opérations pour comptes de tiers : Il est à noter que sur les 10 465 k€ figurant en trésorerie, nous avons 1 076 k€ issus du projet européen SWAFS.EUT+, 128 k€ issus du projet LUDEIA.EUT+ et 128 k€ du projet LOWTEC EUT+ qu'il conviendra de reverser aux partenaires. Au 31/12/2021, le solde des opérations pour comptes de tiers (EUT+, ERASMUS, AMI, etc.) à reverser est de 1 698 k€.

Par ailleurs, la « trésorerie fléchée » présente un solde positif (602 k€). On appelle « recettes fléchées » les recettes dont l'utilisation est prédéterminée et qui sont destinées à la réalisation de dépenses bien identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Ainsi, il faut s'attendre à des décaissements futurs à hauteur des 602 k€ inclus dans notre trésorerie.

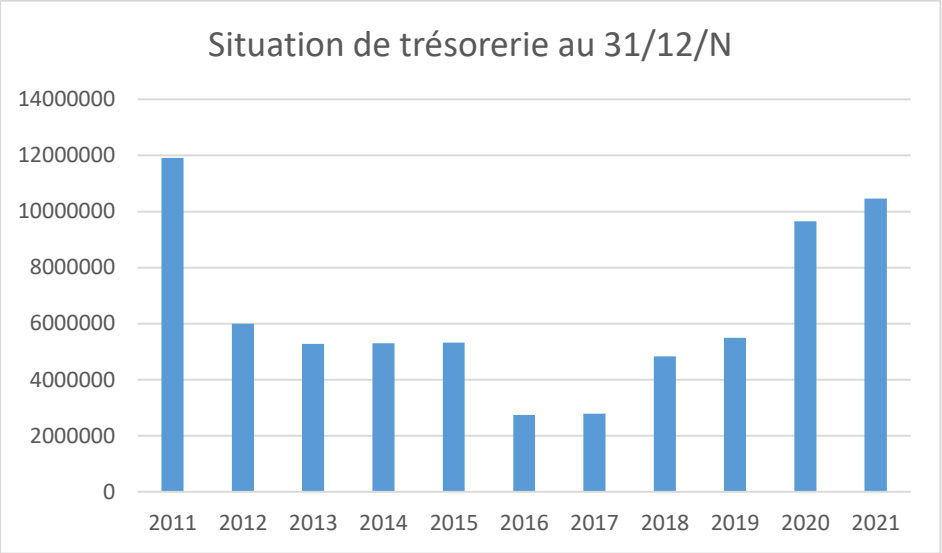
On notera également un décalage de 620 k€ entre factures non parvenues et produits à recevoir pour la partie « CFA ». Ce décalage impactera la trésorerie sans impacter le résultat puisque charges et produits sont déjà comptabilisés au titre de 2020.

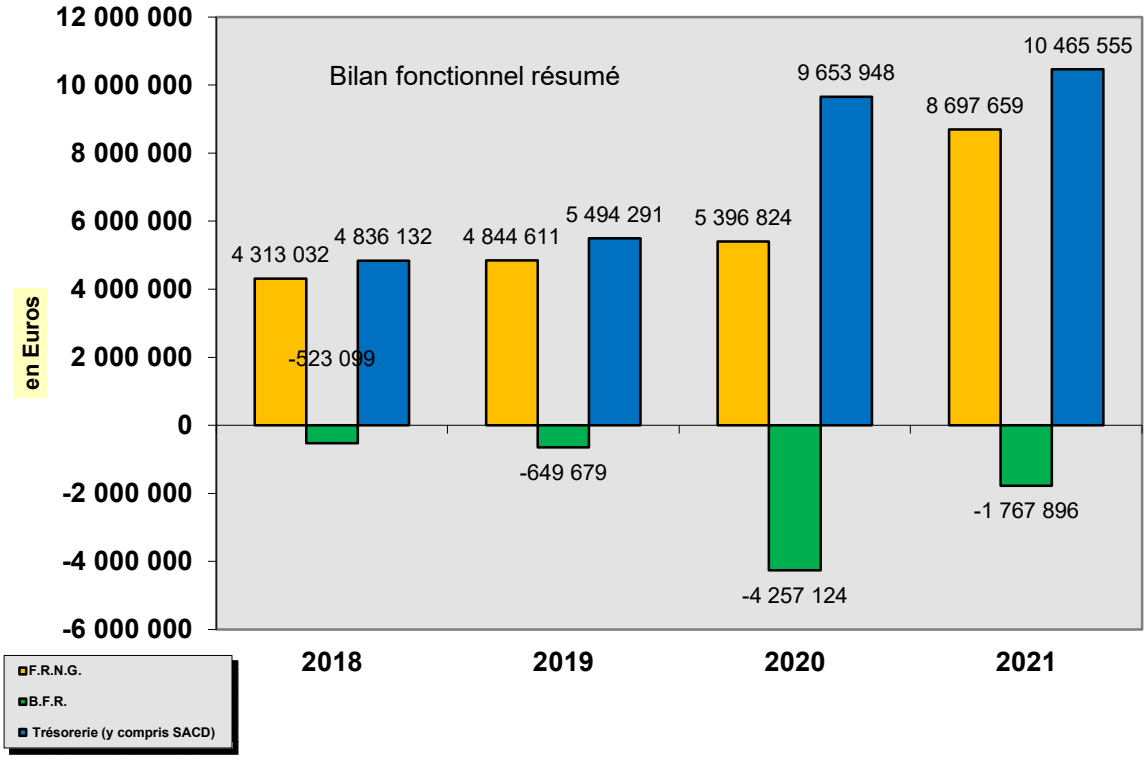
3-3-2 Evolution de la trésorerie sur l'année 2020.

exercice 2021												
Université de Technologie de Troyes												
en milliers d'Euros (KEu)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Disponibilités	13 162 359	10 406 178	7 370 942	10 688 660	8 011 984	5 717 526	13 164 771	12 681 787	10 328 920	13 164 124	11 417 661	10 465 555
Total												



3-3-3 La trésorerie au 31/12/2021




Bilan fonctionnel résumé
en Euros
12 000 000
10 000 000
8 000 000
6 000 000
4 000 000
2 000 000
0
-2 000 000
-4 000 000
-6 000 000
4 313 032
-523 099
4 836 132
4 844 611
-649 679
5 494 291
5 396 824
-4 257 124
9 653 948
8 697 659
-1 767 896
10 465 555
2018
2019
2020
2021
F.R.N.G.
B.F.R.
Trésorerie (y compris SACD)

4 Le Bilan

ACTIF NET	2021	2020	écart 2020/2021	évol 2020/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	436 729	456 243	-19 514	-4,3%
Immobilisations corporelles	44 100 722	45 481 810	-1 381 087	-3,0%
Terrains	5 269 880	5 269 880	0	0,0%
Constructions	29 298 160	30 683 073	-1 384 913	-4,5%
Installations techniques, matériels, et outillages	7 080 479	6 811 766	268 713	3,9%
Autres immobilisations corporelles	1 818 059	2 016 295	-198 236	-9,8%
Immobilisations corporelles en cours	156 921	300 418	-143 497	-47,8%
Avances et acomptes sur commandes	477 223	400 378	76 846	19,2%
Immobilisations financières	126 381	178 561	-52 180	-29,2%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	44 663 833	46 116 613	-1 452 781	-3,2%
ACTIF CIRCULANT				
Créances	12 325 533	10 507 390	1 818 143	17,3%
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission	8 729 849	2 208 865	6 520 983	295,2%
Créances clients et comptes rattachés	3 533 618	8 207 900	-4 674 282	-56,9%
Avances et acomptes versés sur commandes	5 755	38 210	-32 455	-84,9%
Créances sur opérations pour compte de tiers	5 000	0	5 000	100,0%
Créances sur les autres débiteurs	51 312	52 416	-1 104	-2,1%
Charges constatées d'avance (dont prime de remboursement des	116 455	305 582	-189 127	-61,9%
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	12 441 988	10 812 973	1 629 015	15,1%
TRESORERIE	10 465 555	9 653 949	811 606	8,4%
TOTAL TRESORERIE	10 465 555	9 653 949	811 606	8,4%
TOTAL GENERAL	67 571 375	66 583 535	-987 841	1,5%

PASSIF NET	2021	2020	écart 2020/2021	évol 2020/2021
FONDS PROPRES				
Financements reçus	40 616 478	40 957 048	-340 570	-0,8%
Dont financement de l'actif par l'Etat	35 516 148	36 522 078	-1 005 930	-2,8%
Dont financement de l'actif par des tiers	5 100 330	4 434 970	665 360	15,0%
Réserves	9 267 692	8 839 724	427 969	4,8%
Report à nouveau	2 494 124	567 502	1 926 623	339,5%
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	190 357	427 969	-237 611	-55,5%
TOTAL FONDS PROPRES	52 568 651	50 792 241	1 776 410	3,5%
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour risques	0	10 000	-10 000	
Provisions pour charges	412 760	346 722	66 038	19,0%
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	412 760	356 722	56 038	15,7%
DETTES FINANCIERES				
Dettes financières et autres emprunts	79 000	79 000	0	0,0%
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	79 000	79 000	0	0,0%
DETTES NON FINANCIERES				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 762 890	1 759 883	1 003 007	57,0%
Dettes fiscales et sociales	1 399 473	1 320 753	78 720	6,0%
Avances et acomptes reçus	7 355 089	6 125 011	1 230 079	20,1%
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	1 703 498	4 035 255	-2 331 757	-57,8%
Autres dettes non financières	345 764	1 127 918	-782 154	-69,3%
Produits constatés d'avance	944 250	986 752	-42 502	-4,3%
TOTAL DETTES NON FINANCIERES	14 510 964	15 355 571	-844 607	-5,5%
TOTAL GENERAL	67 571 375	66 583 535	987 841	1,5%

4-1 Actif immobilisé et fonds propres.

Les variations de l'ensemble des postes de l'actif immobilisé et des fonds propres résultent des écritures courantes de l'exercice (acquisitions, sorties, amortissements, etc.) et des écritures d'ajustement effectuées suite aux demandes du commissaire aux comptes dans le cadre de la fiabilisation de l'actif et du passif au 31/12/2021.

4-1-1 Actif immobilisé.

L'actif immobilisé ou emplois stables s'élève fin 2021 à 44 663 k€ en diminution 4 % par rapport à 20120 (46 117 k€, - 1 454 k€). Il se compose des immobilisations incorporelles, corporelles et financières.

- Les immobilisations incorporelles, essentiellement composées de logiciels et brevets, sont en baisse. Suite aux travaux de récolement, des licences ont été sorties de l'inventaire pour obsolescence.

- Les immobilisations corporelles composées des terrains, constructions, installations techniques, et des avances et acomptes diminuent de 3 % (- 1 382 k€) pour s'établir à 44 100 k€ en 2021. Cette baisse est également due à la poursuite de nos travaux de récolement et une sortie massive de biens pour un montant de 1463 k€ (valeur brute). Ces biens sont pour grande partie des biens qui ne sont plus présents physiquement dans l'Université et qui avaient été comptabilisés par lot entre les années 1994 à 2000 mais qui évalués de façon unitaire ne répondaient pas aux seuils d'immobilisations fixés par l'Institution.

- Les immobilisations financières sont en baisse de 14%, elles s'élèvent à 127 k€ en 2021 (-51 k€). Cette baisse est due à des provisions complémentaires concernant nos titres de participation dans les sociétés SAS PIVERT et LEVELS3D actuellement en difficulté.

4-1-2 Les fonds propres.

Les fonds propres stables sont composés des postes suivants : les financements reçus, les réserves, le report à nouveau, et le résultat de l'exercice. Ils progressent de 1 176 k€ € entre 2020 et 2021 pour s'établir à 52 569 k€.

- Les financements reçus baissent de 340 k€ suite à un recalcul effectué dans notre logiciel de suivi extracomptable de l'actif et de ces financements.

- Les réserves augmentent de 428 k€ suite à l'affectation du résultat du précédent exercice.

- Le poste « report à nouveau » est en très forte progression suite aux corrections sur exercices antérieurs opérées dans le cadre de la révision de la comptabilisation à l'avancement et des financements de l'actif.

4-2 Les provisions et dettes financières

- Les provisions pour risques diminuent de 10 k€ suite à la disparition du risque concernant un litige avec un personnel.
- Les provisions pour charges progressent de 66 k€. Il s'agit de l'ajustement de la provision annuelle pour CET. Ces provisions atteignent 413 k€ à fin 2021.

4-3 Les Actifs circulants, les Passifs circulants et la Trésorerie.

4-3-1 Les actifs circulants hors trésorerie

Les actifs circulants hors trésorerie, s'élèvent à 12 743 k€. Ils sont composés des créances sur les entités publiques, des créances clients, des avances et acomptes et des charges constatées d'avance.

- Les créances sur les entités publiques et clients augmentent de 1645 k€. Les créances sur entités publiques représentent 8 730 k€ et les créances clients 3 834 k€. Une importante partie de ces créances est constituée des produits à recevoir constatés en fin d'exercice. L'essentiel des créances réelles sont des créances de moins d'un an, les créances à plus d'un représentent 310 k€.

- Les avances et acomptes sont en recul de 32 k€ pour s'établir à 6 k€ et les créances sur autres débiteurs sont stables à 51 k€.

- Les charges constatées d'avance baissent assez fortement et terminent à 116 k€ retrouvant ainsi un niveau proche de celui de 2019 (306 k€ en 2020 et 89 k€ en 2019).

4-3-2 Les passifs circulants

Les passifs circulants s'élèvent en 2021 à 14 511 k€ (15 356 k€ en 2020 et 8 133 k€ en 2019), ils regroupent les dettes fournisseurs, les dettes fiscales et sociales, les avances et acomptes reçus, opérations sur compte de tiers, les autres dettes non financières et les produits constatés d'avance.

- Les dettes fournisseurs augmentent de 1 003 k€ et s'élèvent fin 2021 à 2 763 k€. Ce poste concerne les charges à payer (cpte 4081) et des factures non parvenues (cpte 4084). Un nombre de commandes non dénouées plus important en fin d'exercice 2021 explique en grand partie cette augmentation.

- Les dettes fiscales et sociales sont en augmentation de 6%, +79 k€ et s'établissent à 1399 k€ (1320 k€ en 2020, 1177 k€ en 2019 et 1 163 k€ en 2018). Elles sont constituées du poste TVA Collectée et du rattachement des congés payés non pris, heures complémentaires, vacations, CET monnayable, prime de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et de la prime de charges administratives (PCA). Les charges à payer sur masse salariale s'élèvent à 1 150 k€ en 2021 (1 115 k€ en 2020).

- Les avances et acomptes reçus s'élèvent en 2021 à 7 355 k€ (6 125 k€ en 2020 et 5 206 k€ en 2019). Ce poste se compose pour 703k€ d'avances reçues des collectivités et pour 6 652 k€ d'avances sur commandes dans le cadre de projets de partenariats industriels.

- Les opérations sur compte de tiers concernent les fonds Erasmus utilisés dans le cadre de la mobilité des étudiants et l'aide à la mobilité internationale ainsi que les opérations relatives au projet d'Université Européenne (EUT+). Ce poste s'élève à 1 703 k€ en 2021 en forte baisse par rapport à 2020 suite aux reversements effectués dans le cadre du projet APUNIVE EUT+.

- Les autres dettes non financières (346 k€) sont constituées de sommes comptabilisées sur des comptes provisoires qui n'ont pu être imputées sur des titres définitifs. Ce compte est en forte baisse par rapport à 2020 qui était exceptionnellement fort. On retrouve en 2021 un niveau inférieur à 2019.

- Les produits constatés d'avance baissent légèrement pour atterrir à 944 k€ (987 k€ en 2020).

Les dettes donnent de l'aisance en trésorerie et un excédent de financement, à l'inverse des créances, qui occasionnent un besoin de financement. Sur 2021, comme en 2020 et 20219, les dettes sont supérieures aux créances, et créent donc un excédent de financement qui viendra abonder la trésorerie.

4-3-3 La trésorerie, résultante du FDR et du BFR.

La trésorerie est arrêtée à 10 465 k€ en augmentation de 8% par rapport à 2020.

Elle permet d'assurer 89 jours de dépenses (fonctionnement et investissement).

5-Taux d'exécution du budget.

L'analyse des taux d'exécution du budget permet une appréciation du degré de maîtrise de la gestion de l'établissement et de la qualité de la prévision budgétaire réalisée en amont. L'étude rétrospective permet aussi de porter un regard critique sur la sincérité du budget.

L'élaboration du budget en mode GBCP fait abstraction des comptes comptables pour s'appuyer sur des enveloppes d'autorisations d'engagements (AE) et de crédits de paiement (CP). La comptabilité générale tenue par le comptable ne retrace pas la consommation des AE mais uniquement celle des CP.

Dépenses										
	Exécuté 2020		BI 2021		BR2 2021		Exécution 2021		% execution AE (réalisé / BR2)	% execution CP (réalisé/BR2)
	Montants		Montants		Montants		Montants			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	**AE**	**CP**		
Personnel	29 683 473	29 683 473	31 257 069	31 257 069	31 467 372	31 467 372	30 854 842	30 854 842	98%	98%
dont contributions employeur au CAS	*5 928 807*	*5 928 807*	*6 086 558*	*6 086 558*	*6 086 558*	*6 086 558*	*5 847 953*	*5 847 953*		
Fonctionnement	7 186 408	5 347 931	10 861 146	10 958 573	11 277 826	11 068 978	8 480 026	8 941 879	75%	81%
Intervention										
Investissement	3 690 670	3 741 720	4 735 421	4 735 421	4 265 535	4 070 266	3 530 162	2 601 900	83%	64%
TOTAL DES DÉPENSES	**40 560 551**	**38 773 125**	**46 853 636**	**46 951 063**	**47 010 733**	**46 606 616**	**42 865 030**	**42 398 621**	91%	91%
Solde budgétaire (excédent)								**3 867 736**		

Les crédits de paiement prévus au budget 2021 ont été consommés à hauteur de 98% pour la masse salariale, 81% pour le fonctionnement et 64% pour l'investissement.

Recettes					
Exécuté 2020	BI 2021	BR2 2021	Exécution 2021	% execution CP (réalisé/BR2)	
Montants	Montants	Montants	**Montants**		
37 173 941	**43 342 879**	**43 760 844**	**44 160 283**	**101%**	**Recettes globalisées**
26 046 886	25 994 058	26 376 373	26 935 577	102%	Subvention pour charges de service public
23 000	82 282	82 282	95 031	115%	Autres financements de l'Etat
161 746	141 894	141 894	167 788	118%	Fiscalité affectée
5 252 413	6 703 118	6 643 003	4 757 915	72%	Autres financements publics
5 689 897	10 421 526	10 517 291	12 203 972	116%	Ressources propres
1 350 065	**2 900 177**	**2 474 441**	**2 106 074**	**85%**	**Recettes fléchées**
					Financements de l'Etat fléchés
1 350 065	2 900 177	2 474 441	2 106 074	85%	Autres financements publics fléchés
					Mécénats fléchés
	-				Autres recettes fléchées
38 524 006	**46 243 056**	**46 235 286**	**46 266 357**	**100%**	**TOTAL DES RECETTES**
249 119	**708 007**	**371 330**			**Solde budgétaire (déficit)**

Seule la CVEC a été comptabilisée en fiscalité affectée, la taxe d'apprentissage est désormais comptabilisée en ressources propres.

Le budget a été réalisé à 100% pour les recettes : 102% pour la SCSP, 115% pour les autres financements de l'Etat, 118% pour la CVEC, 72% pour les autres financements publics et 116% pour les ressources propres.

Le montant des décaissements étant inférieur au montant recettes encaissées, le solde budgétaire est excédentaire et s'élève à 3 867 736 €.

6 - Annexes

COMPTE DE RESULTAT/DEPENSES

COMPTES	INTITULES		2019	2020	2021	2021/2020
60	**achats**	total 60	**1 212 699,73**	**1 301 381,63**	**1 728 001,98**	32,78%
605	**achats de mat, equipt et trvx**		0	0	0	0,00%
6061	Fourniture non stockées: eau energie		691 441,29	599 937,10	757 027,46	26,18%
6063	fourniture entretien petit equipement		215 401,31	348 113,72	571 809,36	64,26%
6064	fourniture administrative		35 568,94	29 166,83	40 820,14	39,95%
6065	vetements de travail		4 091,42	6 024,22	6 494,34	7,80%
6066	infirmerie produits pharmaceutiques		0,00	0,00	0,00	0,00%
6067	fourn mat d'enseign et recherche non immobilise		266 230,76	318 124,91	351 491,12	10,49%
6068	autres mat et fournitures non stockees		0,00	0,00	0,00	0,00%
606	**achat de mat et fournitures**	**sous total**	**1 212 733,72**	**1 301 366,78**	**1 727 642,42**	32,76%
608	**frais accessoires d'achats**		**- 33,99**	**14,85**	**359,56**	2321,28%
61	**services exterieurs**	total 61	**1 399 133,75**	**1 422 107,65**	**1 531 817,76**	7,71%
611	**sous traitance generale**		**-**	**-**	**66 130,53**	100,00%
613	**location**		**234 342,07**	**258 669,24**	**210 709,34**	-18,54%
6152	entretien biens immobilier		10 961,43	66 365,19	16 986,70	-74,40%
6155	entretien biens mobiliers		101 074,45	61 746,60	57 699,93	-6,55%
6156	maintenance		307 803,07	263 194,22	318 570,67	21,04%
615	**travx d entretien et reparation**	**sous total**	**419 838,95**	**391 306,01**	**393 257,30**	0,50%
616	**primes d'assurance**		**52 083,53**	**51 153,64**	**55 037,41**	7,59%
617	**etude et recherche**		**158 427,74**	**246 132,46**	**387 374,29**	57,38%
6181	documentation generale		0,00	0,00	0,00	0,00%
6183	documentation technique et bibliotheque		433 760,91	407 723,43	374 572,40	-8,13%
6185	frais colloque seminaire conf		100 680,55	67 122,87	44 736,49	-33,35%
618	**divers**	**sous total**	**534 441,46**	**474 846,30**	**419 308,89**	-11,70%
62	**autres services exterieurs**	**total 62**	**3 471 199,82**	**1 958 334,00**	**2 907 571,35**	48,47%
621	**personnel exterieur à l ets**		**281 873,18**	**147 719,84**	**265 510,97**	79,74%
622	**remuneration interim honoraire**		**137 740,76**	**151 748,41**	**278 408,87**	83,47%
623	**publicitepublications relations publiques**		**277 859,03**	**154 464,78**	**258 193,58**	67,15%
624	**transport de biens et collectifs de pers(à des tiers)**		**35 290,23**	**14 717,00**	**19 134,77**	30,02%
6251	voyages deplacements et missions		491 560,03	123 189,31	160 642,10	30,40%
6254	frais inscription colloques		149 672,94	39 854,71	61 716,44	54,85%
6255	frais de déménagement		-44,17	2,92	989,32	33780,82%
6256	missions		634 055,11	174 038,56	241 554,29	38,79%
6257	receptions		302 642,51	72 034,30	139 985,32	94,33%
6258	divers		-565,20	0,00	84 148,53	100,00%
625	**deplacements,missions , receptions**	**sous total**	**1 577 321,22**	**409 119,80**	**689 036,00**	68,42%
6264	telephone		19 484,81	19 421,43	18 116,64	-6,72%
6265	affranchissements		35 123,29	24 700,32	29 816,79	20,71%
6266	internet		26 238,73	64 679,68	51 244,80	-20,77%
6267	Liaison informatique spécialisée			134,30	591,29	100,00%
626	**frais postaux telecommunication**	**sous total**	**80 846,83**	**108 935,73**	**99 769,52**	-8,41%
627	**services bancaires assimiles**		**5 037,40**	**4 968,66**	**5 003,91**	0,71%
6281	concours divers		268 959,98	285 941,49	316 705,06	10,76%
6283	formation continue du personnel		110 558,44	80 773,44	117 064,12	44,93%
6284	Frais de recrutement du personnel		0,00	0,00	12 982,50	100,00%
6285	prestations exterieures de gardiennage		11 583,91	12 617,44	7 025,70	-44,32%
6286	contrat de nettoyage		170 458,55	171 808,98	140 073,55	-18,47%
6287	prestations exterieures d'informatique		1 757,42	11 162,13	21 543,16	93,00%
6288	autres prestations exterieures divers		511 912,87	404 356,30	677 119,64	67,46%
628	**divers**	**sous total**	**1 075 231,17**	**966 659,78**	**1 292 513,73**	33,71%
63	**impôts taxes/verst assimilés**	**total 63**	**326 539,04**	**320 491,84**	**305 344,80**	-4,73%
6331	versement transport		174 208,13	176 854,61	184 924,53	4,56%
6332	cotis fnal		82 954,80	84 213,82	88 057,21	4,56%
6338	autres imp taxes sur rem		0,00	0,00	0,00	0,00%
633	**impots taxes sur remuneration**	**sous total**	**257 162,93**	**261 068,43**	**272 981,74**	4,56%
635	**autres impots taxes (dgi)**		**-**	**-**	**-**	0,00%
637	**autres impôts taxes (autres organismes)**		**69 376,11**	**59 423,41**	**32 363,06**	-45,54%
64	**charges de personnel**	**total 64**	**28 856 261,41**	**29 435 216,60**	**30 591 910,59**	3,93%
6411	salaires		16 698 903,29	16 831 136,81	17 443 665,07	3,64%
6412	conges payes		-13 411,08	27 242,00	3 958,21	-85,47%
6413	primes gratifications		950 550,68	957 230,58	1 100 352,25	14,95%
6414	indemnites avantages divers		718 042,23	903 286,94	915 212,69	1,32%
6415	supplement familial de traitement		158 291,03	163 020,19	147 568,00	-9,48%
64191	Abattement primes points dispositif PPCR		-68 355,96	-69 034,99	-66 872,97	-3,13%
641	**remuneration du personnel**	**sous total**	**18 444 020,19**	**18 812 881,53**	**19 543 883,25**	3,89%
645	**charg secu sociale prevoyance**		**10 348 210,02**	**10 521 906,85**	**10 996 750,88**	4,51%
647	**prestations directes**		**64 031,20**	**100 428,22**	**51 276,46**	-48,94%
648	**autres charges de personnel**		**-**	**-**	**-**	0,00%
65	**autres charges de gestion courante**	**total 65**	**635 738,21**	**1 485 256,76**	**4 427 086,28**	198,07%
6511	redevance pour concession /brevet /marques ,,,		256 090,49	191 100,76	234 015,97	22,46%
6516	droits d'auteur et de reproduction		7 272,99	6 971,49	8 602,69	23,40%
651	**redevance pour concession**		**263 363,48**	**198 072,25**	**242 618,66**	22,49%
654	**pertes sur créances irrecouvrables**		**20 735,41**	**26 450,85**	**16 240,00**	-38,60%
656	**valeur des elts d'actif cédés**		**15 993,79**	**-**	**-**	0,00%
6571	bourses		0,00	0,00	0,00	0,00%
6573	charges d'intervention pour compte propre		112 437,20	93 208,50	39 679,98	-57,43%
6576	subventions diverses		0,00	0,00	0,00	0,00%
6578	autres charges spécifiques		194 266,35	1 108 192,36	3 723 783,30	236,02%
657	**charges spécifiques**	**sous total**	**306 703,55**	**1 201 400,86**	**3 763 463,28**	213,26%
6581	interets moratoires		9 187,24	3 216,13	1 663,71	-48,27%
6583	charges de gestion courantes anterieures		18 995,47	55 140,37	402 013,94	629,07%
6584	debet admis en remise gracieuse		0,00	0,00	0,00	0,00%
6585	dons libéralités		0,00	0,00	0,00	0,00%
6586	pertes de changes		759,27	375,30	401,17	6,89%
6588	autres charges diverses		0,00	601,00	685,52	100,00%
658	**charges diverses de gestion courante**	**sous total**	**28 941,98**	**59 332,80**	**404 764,34**	582,19%
66	**charges financieres**	**total 66**	**-**	**-**	**-**	0,00%
68	**dot aux amort et aux provisions**	**total 68**	**4 212 045,11**	**3 924 887,14**	**4 237 731,18**	7,97%
6811	dot aux amort sur immob corporelles et incorporelles		3 672 008,28	3 730 482,01	3 960 585,30	6,17%
6815	dot prov		22 446,88	43 940,29	66 037,61	50,29%
6817	dot aux depre des actifs circulants		54 589,95	150 464,84	43 547,42	-71,06%
681	**dot aux amort et aux prov charg couran**	**sous total**	**3 749 045,11**	**3 924 887,14**	**4 070 170,33**	3,70%
686	**dot aux amort et aux prov charg finan**	**total**	**463 000,00**		**167 560,85**	100,00%
6871	**dot aux amortists except des immo**		0,00	0,00	0,00	0,00%
6875	**dot prov risques et charg except**		0,00	0,00	0,00	0,00%
687	dot exceptionnell		-	-	-	0,00%
		total general	**40 113 617,07**	**39 847 675,62**	**45 729 463,94**	14,76%
		pm /recettes	**40 179 041,34**	**40 275 644,21**	**45 919 821,08**	14,01%
		resultat	**65 424,27**	**427 968,59**	**190 357,14**	**-56%**

COMPTES	COMPTE DE RESULTAT/RECETTES INTITULES	2 019	2 020	2021	evol 21/20
70	**Val produits fabriqués total 70**	**4 994 536,86**	**6 544 390,13**	**9 499 888,40**	45,16%
706211, 706213, 70622, 70623	droits et redevances universitaires	1 507 321,34	1 643 842,50	1 525 492,69	-7,20%
70624	prest formation continue	1 495 546,28	1 172 769,11	827 703,46	-29,42%
70625	VAE	18 459,00	33 527,28	33 044,15	-1,44%
70626	Formation en apprentissage	0,00	2 241 998,73	4 812 459,95	114,65%
70661	colloques	179 870,00	75 834,97	117 833,33	55,38%
70662	prestations recherche	1 196 082,84	855 313,76	1 640 421,97	91,79%
70664	vente publication	0,00	0,00	0,00	0,00%
7068	autres prestations de service	162 860,69	177 634,56	188 431,19	6,08%
706	prestations de service S/TOTAL	4 560 140,15	6 200 920,91	9 145 386,74	47,48%
7084	mise à disposition de personnel	340 328,15	290 146,26	326 236,64	12,44%
7088	autres produits	94 068,56	53 322,96	28 265,02	-46,99%
708	produits des activités annexes sous total	434 396,71	343 469,22	354 501,66	3,21%
72	**production immobilisée(travaux en regie)**				
74	**subventions d'exploitation total 74**	**31 469 540,55**	**30 504 803,92**	**32 783 059,08**	7,47%
7411	ministere tutelle fonctionnement	25 680 364,36	26 054 886,00	26 985 411,75	3,57%
7412	ministere tutelle recherche	93966,05	25 139,70	13 493,93	-46,32%
741311	ANR IA	272235,06	51 426,83	98 239,75	91,03%
741312	ANR HORS IA	442 938,67	423 366,39	698 720,93	65,04%
74132	CDC/FIPHP	1 600,00	200,00	580,00	190,00%
7418	autres ministere	0,00	0,00	0,00	0,00%
741	subventions etat S/TOTAL	26 491 104,14	26 555 018,92	27 796 446,36	4,67%
7442	subvention region	786 005,69	527 349,07	700 918,67	32,91%
7443	subvention departement	599 064,27	896 547,83	664 616,26	-25,87%
7444	subvention cmne, gpt cmnes *(gd troyes ville troyes)*	494 235,07	443 318,10	438 059,81	-1,19%
74453	subvention ASP (contrats aidés)	2 506,90	0,00	0,00	0,00%
7446	subvention CEE *(feder,,)*	702 259,31	729 105,66	1 475 575,73	102,38%
7447	organisme internationnaux	2 000,00	1 695,44	-2 838,09	-267,40%
74481	autres collect inv d'avenir	60 355,42	290 377,91	0,00	-100,00%
74482	autres collect hors inv d avenir	500 796,39	0,00	601 306,63	100,00%
744	colloc publi et aut org internat S/TOTAL	**3 147 223,05**	**2 888 394,01**	**3 877 639,01**	34,25%
746	dons et legs	244 800,00	282 731,05	186 052,05	-34,19%
7481	taxes apprentissage	631 767,60	610 620,96	654 471,25	7,18%
7488	autres(CFA SUP et divers)	954 645,76	168 038,98	268 450,41	59,75%
748	autres subventions d'exploitation S/TOTAL	1 586 413,36	778 659,94	922 921,66	18,53%
75	**autres produits total 75**	**880 628,74**	**673 030,43**	**796 611,43**	18,36%
751	redevance	10 000,00		1 620,00	
752	revenu des immeubles	102 197,83	91 859,53	28 907,97	-68,53%
756	produits des cessions des élements d'actif	160 932,13	3 119,00	5 900,00	89,16%
75711	FIXCALITE AFFECTEE CVEC	183 490,35	161 745,65	167 703,23	3,68%
757344	PROJET PACTE INTERVENTION P/C TIERS	42 565,00	-	-	0,00%
758	S/TOTAL	381 443,43	416 306,25	592 480,23	42,32%
76	**produits financiers total 76**	**403,32**	**287,28**	**523,82**	82,34%
7638	**revenus sur créances diverses**	0,00	0,00	0,00	0,00%
764	revenus des valeurs mobilieres de placement	0,00	0,00	0,00	0,00%
766	gains de change	0,00	0,00	0,00	0,00%
768	autres produits financiers	403,32	287,28	523,82	82,34%
77	**produits exceptionnels total 77**	**-**	**-**	**-**	0,00%
771	pdts exceptionnels sur op de gest exec	0,00	0,00	0,00	0,00%
775	pdts de cession des éléments d'actif	0,00	0,00	0,00	0,00%
776	neutralisation des amortissements	0,00	0,00	0,00	0,00%
777	quote part subv inv rapportees au resultat	0,00	0,00	0,00	0,00%
778	autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00%
78	**reprises sur amort et provisio total 78**	**2 832 102,75**	**2 553 132,45**	**2 839 738,35**	11,23%
7813	**quote part repri au resul des financt rattac à ds actif**	2 390 093,39	2 514 463,77	2 659 797,44	5,78%
7815	reprise prov /litige	12 500,00	0,00	10 000,00	100,00%
78174	reprise provisions sur créances douteuses	71 509,36	38 668,68	27 940,91	-27,74%
7863	quote part repr au réslt des financts ratta à actifs	358 000,00	0,00	142 000,00	100,00%
7875	reprise /prov pour risq et charge	0,00	0,00	0,00	0,00%
79	**Tranferts de charges**	**1829,12**	**0**	**0**	
791	**transfert de charges de fonctionnement**	**1829,12**			
	total général	**40 179 041,34**	**40 275 644,21**	**45 919 821,08**	14,01%

detail dépenses significatives

	2019	2020	2021	evol 2021/2020
ACHATS				
EAU ENERGIE	691 441	599 937	757 027	26%
FOURNITURE ENTRETIEN PETIT EQUIPT	215 401	348 114	571 809	64%
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	35 569	29 167	40 820	40%
FOURNITURE MAT ENSEIG ET RECHERCHE	266 231	318 125	351 491	10%
SERVICES EXTERIEURS				
SOUS TRAITANCE GENERALE(etude recherche)	-	-	66 131	100%
LOCATION	234 342	258 669	210 709	-19%
TRAVAUX D'ENTRETIEN ET REPARATION	*419 839*	*391 306*	*393 257*	0%
DOCUMENTATION	433 761	407 723	374 572	-8%
ETUDE ET RECHERCHE	158 428	246 132	387 374	57%
FRAIS COLLOQUE, SEMINAIRE,CONF	100 681	67 123	44 736	-33%
AUTRES SERVICES EXTERIEURS				
PERSONNEL EXT A L ETABLISSEMENT	281 873	147 720	265 511	80%
REMUNERATION INTERIM HONORAIRES	137 741	151 748	278 409	83%
PUBLICITE PUBLICATION RELATIONS PUBLI	277 859	154 465	258 194	67%
FRAIS INSCRIPT COLLOQUES	149 673	39 855	61 716	55%
MISSIONS (avec les frais de déplacement: compte 6251)	1 125 615	297 228	402 196	35%
RECEPTIONS	302 643	72 034	139 985	94%
FORMATION CONTINUE PERSONNEL	110 558	80 773	117 064	45%
AUTRES PRESTA EXT (dont UTSEUS, regisseur,contrat,,)	511 913	404 356	677 120	67%
PRESTATION DE NETTOYAGE	170 458,55	171 809	140 074	-18%
IMPOTS ET TAXES				
IMPOTS SUR REMUNERATIONS	257 163	261 068	272 982	4,56%
CHARGES DE PERSONNEL				
REMUNERATION DU PERSONNEL	18 444 020	18 812 882	19 543 883	3,89%
CHARGES PATRONALES	10 348 210	10 521 907	10 996 751	4,51%
PRESTATIONS DIRECTES (ACTION SOCIALE)	64 031	100 428	51 276	-48,94%
CHARGES DE GESTION COURANTE				
REDEVANCE POUR CONCESSION/brevet marques,,,	256 090	191 101	234 016	22,46%
BOURSES	112 437	93 209	39 680	-57,43%
AUTRES CHARGES SPECIFIQUES (REVERSEMENT OFA)	194 266	1 108 192	3 723 783	236,02%
DOT AUX AMORTISSEMENTS	4 212 045	3 924 887	4 237 731	7,97%

Detail recettes significatives

	2019	2 020	2 021	evol 2021/2020
prestations				
droits universitaires	1 507 321	1 643 843	1 525 493	-7,20%
prestations recherche	1 196 083	855 314	1 640 422	91,79%
prestations formation continue	1 495 546	1 172 769	827 703	-29,42%
formation en apprentissage	0	2 241 999	4 812 460	114,65%
colloques	179 870	75 835	117 833	55,38%
mise à dispo de personnel	340 328	290 146	326 237	12,44%
subventions				
subventions ETAT	26 491 104	26 555 019	27 796 446	4,67%
colloc publi et autres organismes internatioaux	3 147 223	2 888 394	3 877 639	34,25%
taxe apprentissage	631 768	610 621	654 471	7,18%
produits exceptionnels et reprises				
quote part subv rapportee	2 832 103	2 553 132	2 839 738,35	11,23%

IMMOBILISATIONS 2019 à 2021 DEPENSES

NATURE DES INVESTISSEMENTS	2019	2020	**2021**	**DETAIL significatif de 2021**
IMMO INCORPORE TOTAL	43 116,34	131 674,00	44 707,43	
ACHAT DE LOGICIELS	13 410,29	97 003,30	**41 245**	***SOLUTION I-PARAFEUR / LOGICIEL ISE***
BREVET LICENCES	29 706,05	34 670,70	**3 462**	
AUTRES IMMOB INCORPOR				
IMMOB CORPOREI TOTAL	1 652 730,01	3 273 053,21	2 465 975,65	
terrains nu MAD				
BAT REMIS EN DOTATION	3 655,78			
ens immob acquis	189 867,16	339 900,26	**288 232**	***RACCORDEMENT AU RESEAU DE CHALEUR / CREATION SOUS-STATION PRIMAIRE / SECURISATION DES BATIMENTS - LEDS INTERIEUR ELLIPSE***
INST AMENAGT CONSTR BIENS REMIS EN DOT				
INST AMENAGT CONSTR				
MAT SCIENTIFIQUE	723 188,41	1 986 768,67	**1 608 404**	***MACHINE D'IMPRESSION GRANDES DIMENSIONS / INDENTEUR SOUS MEB / FOUR RTP / SYSTEME DE LITHOGRAPHIE ELECTRONIQUE E-LINE / LASER HECD A 325 NM / MICROSCOPE AFM POUR NANOINDENTEUR***
MAT ENSEIGNT	42 879,36	101 910,06		***EQUIPEMENT PVD DP650 / EQUIPEMENT PVD EVA 300+***
OUTILLAGE	915,20	1 273,50	**27 065**	
AG ET AMENAGT MAT OUTIL	20 000,00			
COLLECTIONS				
INST AMENAGT DIVERS			**24 004**	***CREATION D'UN FORET URBAINE "MIYAWAKI" 1300 ARBRES***
MAT DE TRANSPORT	11 045,34	13 900,00	**-**	
MAT DE BUREAU		2 860,77	**-**	
MOBILIER	859,63	13 839,45	**9 747**	
MAT INFORMATIQUE	424 844,19	664 218,19	**378 807**	***CISCO WEBEX / EXTENSION STOCKAGE SERVEUR / DIVERS PC***
MAT DIVERS	235 474,94	148 382,31	**129 716**	
IMMO EN COURS TOTAL	317 012,13	780 881,93	685 073,99	
installation technique mat en cours	125 094,25	300 418,48	**156 921**	***CAMERA PANASSONIC / LICENCE BASTION / MODULES COMPACT DE COMPTAGE***
logiciels sous traité(site internet)				
logiciels créés	547,40			
ACOMPTE SUR IMMO INCORPORELLES		23 426,20	**123 846**	***DEMARRAGE PROJET SIEP***
AVANCE SUR IMMO INCORPORELLES	129 532,68			
ACOMPTE SUR IMMO CORPORELLE	61 837,80	111 558,51	**231 804**	***MISE AUX NORMES ENVIRONNEMENTALES ET ENERGETIQUES ECLAIRAGE INTERIEUR***
	105 000,00			***PLATEFORME NP3***
AVANCE SUR IMMO CORPORELLE		345 478,74	**172 503**	***PHOTON LINES / AVANCE DALKIA***
TITRES DE PARTIC TOTAL	1200	0	150 000	
AUTRES IMMOB FI TOTAL		1200	381	
AUTRES PRETS	2 119 058,48	1 200	**381**	
CAUTIONNEMENT				
TOTAL GENERAL	2 119 058	4 186 809	3 346 138	

Financement immo 2019 à 2021 (RECETTES)			
NATURE DES FINANCEMENTS	2019	2020	**2021**
SUBVENTIONS ETAT NON RATTACHEE A UN BIEN	433 557	433 557	433 557
SUBVENTIONS EQUIPEMENT ETAT	369 648	834 663	266 659
SUBVENTIONS ETAT ANR-INVEST AVENIR	3 104	-	0
SUBVENTION EQUIPEMENT REGION	302 547	657 153	383 740
SUBVENTION EQUIPT DEPARTEMENT	-	605062,63	375 549
SUBV GROUPT CMNES ET COMMUNES	-	-	0
SUBVENTION UNION EUROPEENNE	234 281	585182,65	441 384
AUTRES SUBV EQUIPEMENT CARSAT ANR	28 973	210 767	176 305
TOTAL GENERAL	**938 553**	**2 892 827**	**1 643 637**
FONDS PROPRES POUR MÉMOIRE	1 180 506	1 293 982	1 625 557